

Discours de l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en République du Mali

Mary Beth Leonard

sur l'Occasion de la Fête Commémorative de l'Indépendance Américaine

Mercredi, le 4 juillet 2012

à Bamako, Mali

C'est un grand honneur pour moi de vous accueillir tous ici pour la commémoration du 236e (deux cent trente-sixième) anniversaire de la déclaration de l'indépendance des États-Unis d'Amérique.

J'aimerais à cette occasion vous esquisser un tout petit morceau de l'histoire américaine, en évoquant le personnage de Benjamin Franklin - un brillant scientifique, écrivain et diplomate – qui a été l'une des figures clés dans la lutte pour la souveraineté américaine. Quelques années après l'indépendance, on a demandé à Franklin quel genre d'Etat avait été créé en lançant la nation des États-Unis. Il a répondu: «Une République ... si vous arrivez à la préserver. »

Si vous pourrez la préserver... Avec cette expression succincte, Franklin a fait une véritable mise en garde sage au jeune pays dont il avait contribué à la création, mais aussi à toute personne vivant dans un pays avec des idéaux qui valent la peine d'être préservés. Les institutions démocratiques, les promesses de la gouvernance démocratique et légitime ont besoin d'attention et d'entretien constant. Les idéaux d'un avenir de la démocratie représentative doivent être encouragés et nourris, faute de quoi ils vont s'éroder et se décomposer. L'expression «Si vous arrivez à la préserver ...» de Franklin, nous indique qu'il faut du travail pour ne pas perdre l'héritage de liberté et de démocratie qui nous a été légué.

Les Etats-Unis ont livré beaucoup de batailles pour préserver la République que nous a proposée Benjamin Franklin. Le chemin a été parfois rude. Par exemple, notre société a dû faire face à des injustices au sein de notre système juridique afin de garantir les droits fondamentaux

de l'homme à tous nos citoyens et citoyennes. Nous avons mené une guerre civile, causé par des désaccords fondamentaux concernant l'orientation de l'avenir du pays et les libertés humaines. Par la suite, nous avons dû nous réconcilier pour restaurer une identité commune et un sentiment d'unité dans le pays.

Mais la préservation de la République résulte aussi des décisions quotidiennes prises par de nombreux citoyens Américains. Il s'agit de ceux qui choisissent de servir leurs communautés et leur pays, par de ceux qui veillent au respect des obligations de la gouvernance démocratique et légale, et qui, s'il y en a défaut, agissent de manière constructive et pacifique pour apporter des changements dans l'intérêt du bien-être de tous les citoyens et la préservation des principes de la vie démocratique.

Le Mali n'est pas différent de l'Amérique à cet égard. La route à préserver, nourrir, et remplir l'héritage de la démocratie et la paix, ainsi que les promesses de la gouvernance démocratique et légale au Mali, aura des moments très durs. Nous vivons maintenant l'un de ces moments. Un coup d'Etat a abouti à un redressement complet de la gouvernance démocratique au Mali. Cette affaire a été accompagnée par un événement aussi bien difficile à témoigner—c'est-à-dire, la chute du nord aux mains des rebelles, suivie par l'implantation de ceux qui ne partagent pas les idéaux de tolérance et compassion du Mali.

La souffrance subie par les Maliens est multiforme. Les Maliens dans les villes du Nord sont soumis à des environnements de pénurie, d'insécurité, et d'intolérance. On a vu récemment la destruction des sites vénérés du patrimoine mondial au Mali, considérés depuis très longtemps comme des emblèmes de la contribution du Mali à la civilisation islamique et à la connaissance dont le monde jouit. Des centaines de milliers d'autres sont actuellement déplacées loin de leurs foyers, de leurs communautés et de leurs ménages. Et pour tous les Maliens, l'impact sur l'économie de la rupture du gouvernement et des insécurités, surtout au cours d'une sécheresse et une crise de sécurité alimentaire dans le Sahel, soulève des inquiétudes pour leur bien-être quotidien. Je sais que les luttes et les souffrances des Maliens sont constamment présentes dans les esprits de tous ceux qui se trouvent ici dans cette salle.

La législation américaine est claire: quand un gouvernement démocratique est renversé, nous sommes obligés de couper certaines formes de l'aide bilatérale jusqu'à ce qu'un gouvernement démocratiquement élu soit mis en place. Cette loi reflète notre profonde croyance en la démocratie et en la responsabilité des gouvernements et des citoyens à respecter les institutions et les systèmes qui le supportent.

Mais nous n'avons pas du tout vacillé dans notre engagement à agir en solidarité avec les Maliens. Sur le front humanitaire, les États-Unis fournissent près de 60 millions de dollars d'aide au Mali pour l'alimentation thérapeutique des mères et des enfants, pour les programmes «*Vivres contre travail* », et pour des distributions de vivres. Cette aide fait partie d'une contribution plus vaste de près de 320 millions de dollars pour la région du Sahel. Nous finançons également des programmes de soutien à la santé et le bien-être des réfugiés et des personnes déplacées. Nous allons poursuivre les programmes qui prennent en charge l'assistance humanitaire, la résilience dans la production alimentaire, l'emploi des jeunes, et la fourniture de soins de santé.

Les États-Unis ont hâte de voir l'avènement d'un gouvernement démocratiquement élu dans les plus brefs délais. Cela nous permettra de reprendre notre partenariat avec le Mali dans toute son ampleur. Nous espérons que tous les Maliens et le gouvernement intérimaire vont travailler ensemble dans l'intérêt supérieur de la population malienne. Ce faisant, ils doivent mettre à côté à la fois les avantages et les ambitions partisans, les anciennes méfiances, et les griefs perçus à fin d'agir pour le bien des citoyens pendant cette brève période de transition. Nous attendons des auteurs du coup d'Etat du Mali qu'ils se confinent à la stricte fonction consultative sur la réforme militaire que l'accord-cadre leur a réservée. Nous attendons d'eux qu'ils abandonnent toute prétention à influencer le gouvernement, ainsi que toutes les actions qui contribuent à un climat d'intimidation et de peur. C'est le moment pour tous les Maliens de soutenir le retour rapide du Mali auprès de la communauté des démocraties où il a longtemps tenu une place d'honneur.

Le Mali n'est pas seul dans sa lutte pour préserver sa République. Le Mali est plutôt dans un contexte riche en ressources de partenariat régional et d'attention internationale. Les

Etats-Unis se joignent à la communauté internationale pour soutenir fermement l'intégrité territoriale de ce pays, et nous avons hâte de travailler avec nos partenaires dans la région et au-delà pour relever les défis graves à la fois au nord du Mali et à la sécurité au Sahel en général. L'appui de la CEDEAO et d'autres qui partagent les préoccupations du Mali est un coup de main d'amitié qui devrait être rapidement accepté par tous ceux qui s'intéressent à la résolution la plus rapide de cette crise.

En effet, le patrimoine culturel du Mali en soi est un témoignage de la force de l'approche commune et ouverte pour la résolution des conflits et la gouvernance. Quand je passe en revue la riche histoire de ce pays et de son peuple, cela me donne un regain de beaucoup de confiance et d'espoir pour l'avenir d'un Mali plus fort et plus brillant. Les Maliens ont des générations de tradition qui forment un caractère national de consensus et de dialogue. S'il y a un pays en mesure de surmonter ce genre d'épreuve, c'est le Mali.

Ainsi, alors que nous célébrons aujourd'hui l'indépendance des États-Unis, tout en rendant hommage à tous les Américains qui ont dû faire face aux défis de la démocratie depuis la naissance de notre République, nous gardons aussi à l'esprit les épreuves difficiles que traverse le Mali, et nous prenons position à vos côtés pendant que vous travaillez à préserver et à renforcer votre République.

Merci.